



*Service Eau publique*

**Commune de Bouzel**

**Mise à jour de l'Etude de zonage  
d'Assainissement**

**Notice explicative**

**Juin 2021**



## Sommaire

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>OBJECTIF DE L'ETUDE</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>DONNEES SUR LA COMMUNE DE BOUZEL</b>	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>Situation géographique et démographique</b>	<b>5</b>
<b>3.2</b>	<b>Captage AEP</b>	<b>5</b>
<b>3.3</b>	<b>ZNIEFF</b>	<b>5</b>
<b>3.4</b>	<b>Urbanisme</b>	<b>6</b>
<b>3.5</b>	<b>Exploitation agricole ICPE</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL</b>	<b>7</b>
<b>4.1</b>	<b>Réseaux existants</b>	<b>7</b>
<b>4.2</b>	<b>Station d'épuration</b>	<b>8</b>
<b>4.3</b>	<b>Assainissement Non Collectif</b>	<b>8</b>
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	8
4.3.2	Définition des catégories utilisées	9
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2021 :	11
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune :	12
4.3.5	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	12
<b>5</b>	<b>ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b>	<b>13</b>
<b>5.1</b>	<b>Nouveaux assainissements collectifs</b>	<b>13</b>
5.1.1	Etat des lieux de l'assainissement actuel	13
5.1.2	Etat des lieux de l'assainissement futur	13
5.1.3	OAP Bouzel	13
5.1.4	Habitations le long de la voie ferrée	14
5.1.5	Choix de la Municipalité	14
<b>6</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>15</b>
<b>6.1</b>	<b>Assainissement collectif</b>	<b>15</b>
<b>6.2</b>	<b>Assainissement non collectif</b>	<b>15</b>

## 1 Introduction

La commune de Bouzel se situe sur la communauté de communes de Billom Communautés.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche, les services instructeurs ont demandés à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune Bouzel a intégré le SIAREC en janvier 2020. Le SIAREC (Syndicat Intercommunale d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand) a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement des communes de Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux.

La commune de Bouzel possède un zonage d'assainissement en date de mai 2010.

La station d'épuration de la commune était saturée en volume d'eaux usées. Pour résoudre ce problème, un schéma directeur d'assainissement a été réalisé en 2010 sur la commune et un diagnostic général de l'assainissement a été rédigé en amont en 2009. Ces études ont identifié des désordres structurels et fonctionnels et ont défini des travaux notamment de mise en séparatif du réseau d'assainissement.

## 2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

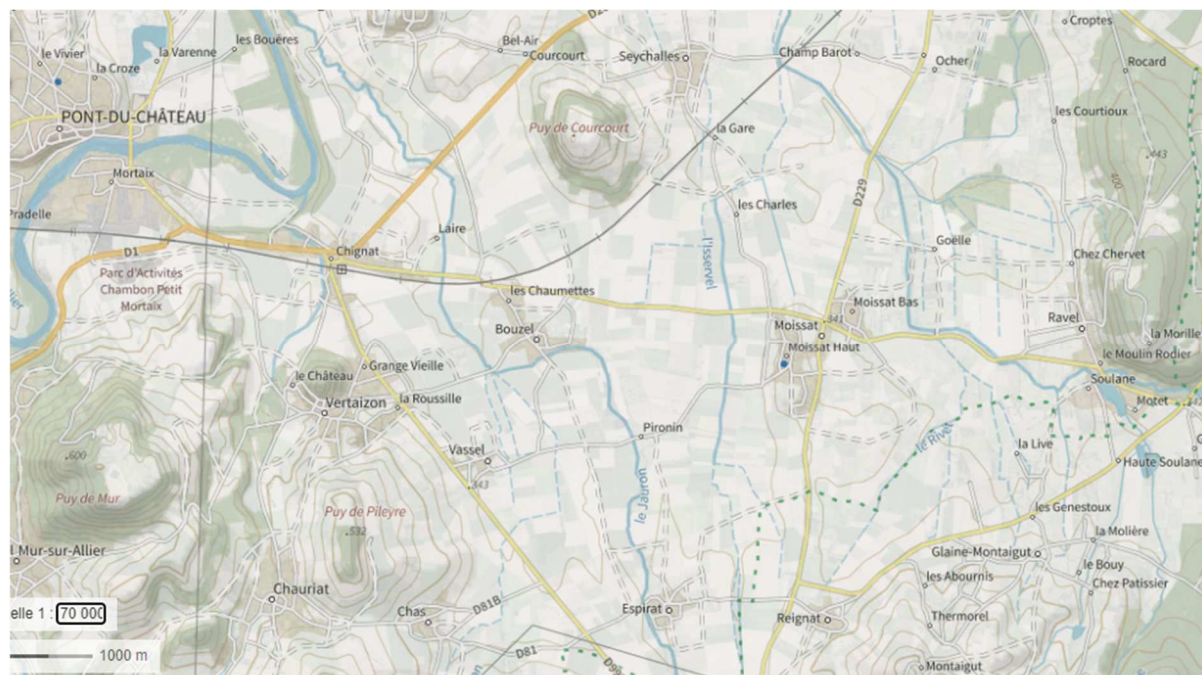
- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées en 2009-2010, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour la commune.

## 3 Données sur la commune de Bouzel

### 3.1 Situation géographique et démographique

La commune de Bouzel fait partie de la Communautés de communes de Billom Communauté.



Population	Bouzel (63910)
Population en 2017	727
Densité de la population (nombre d'habitants au km <sup>2</sup> ) en 2017	172.7
Superficie (en km <sup>2</sup> )	4.2
Nombre de ménages en 2017	289
Nombre de logement en 2017	319

### 3.2 Captage AEP

Aucun captage utilisé pour l'alimentation en eau potable n'est existant sur la commune.

### 3.3 ZNIEFF

Aucune Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique n'est présent sur la commune.

### 3.4 Urbanisme

Un SCOT est existant sur le Grand Clermont. La commune de Bouzel et Billom Communauté en font partie.

Un PLUi-H en date d'Octobre 2019 est existant sur Billom Communauté.

La Loi Montagne ne s'applique pas sur cette zone d'étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Bouzel sont identifiées. Le PLU-H encadre le type de constructions autorisées.

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L'activité agricole devra être conservée en priorité.

L'urbanisation de terres agricoles ne sera pas possible exceptés dans les cas suivants :

- la construction ou l'installation est nécessaire à l'exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d'une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

### 3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n'est classée.

## 4 Assainissement collectif et Non Collectif Actuel

### 4.1 Réseaux existants

En 2010, un schéma directeur d'assainissement a été rédigé par le bureau d'étude SAFEGE suite à la saturation de la STEP de la commune. Les investigations réalisées ont identifié des aménagements à entreprendre. Des travaux de mise en séparatif du réseau d'eaux usées sont encore en cours. Le SIAREC souhaite lancer un nouveau schéma directeur pour savoir si d'autres travaux sont nécessaires ou si la STEP doit être renouvelée.

En 2008, un zonage assainissement a été établi par le bureau d'Etude SAFEGE. Sur ce document, une carte de zonage a été établie, elle est consultable en annexe 2.

Le tableau suivant reprend l'inventaire des ouvrages existants (février 2021) sur la commune. Les linéaires de réseaux comprennent les réseaux de collecte et de transport.

Etat des lieux des ouvrages existants BOUZEL	
Réseau eaux usées strictes	3460 ml
Réseau eaux pluviales	3600 ml
Réseau unitaire	3130 ml
Grille et avaloir	210
Regard de visite	229
Déversoir d'orage	2



## 4.2 Station d'épuration

Une station traite l'ensemble des eaux usées de la commune. Cette station de type filtres plantés de roseaux a une capacité nominale de 600 EH. L'effluent traité est de qualité correcte mais le traitement de la pollution azotée n'est pas abouti selon les rapports annuels de fonctionnement de 2020 du SATEA (Service d'Assistance Technique à l'Eau et à l'Assainissement).

## 4.3 Assainissement Non Collectif

### 4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d'en prendre en charge l'entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et qui devra être mis en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.

**La commune de Bouzel a décidé de confier sa compétence assainissement collectif au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en janvier 2020.** Le SIAREC a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement par Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malinrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux.

**La compétence ANC a été confiée au SIAEP de Basse Limagne le 1<sup>er</sup> janvier 2006.**

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

**- L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de



nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

#### 4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).  
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes\* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire\* ou environnemental\*.

#### Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :
  - a) Installation présentant :
    - soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
    - soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;
  - b) Installation incomplète\* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire
  - c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.

- Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré : *Installation incomplète*\* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans *une zone à enjeu environnemental*

**Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente**

- En cas d'absence d'installation :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

**\*« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

**\* « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

**\* « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

#### 4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2021 :

Les installations d'assainissement non collectif ont été contrôlées par la SEMERAP en mars-avril 2021.

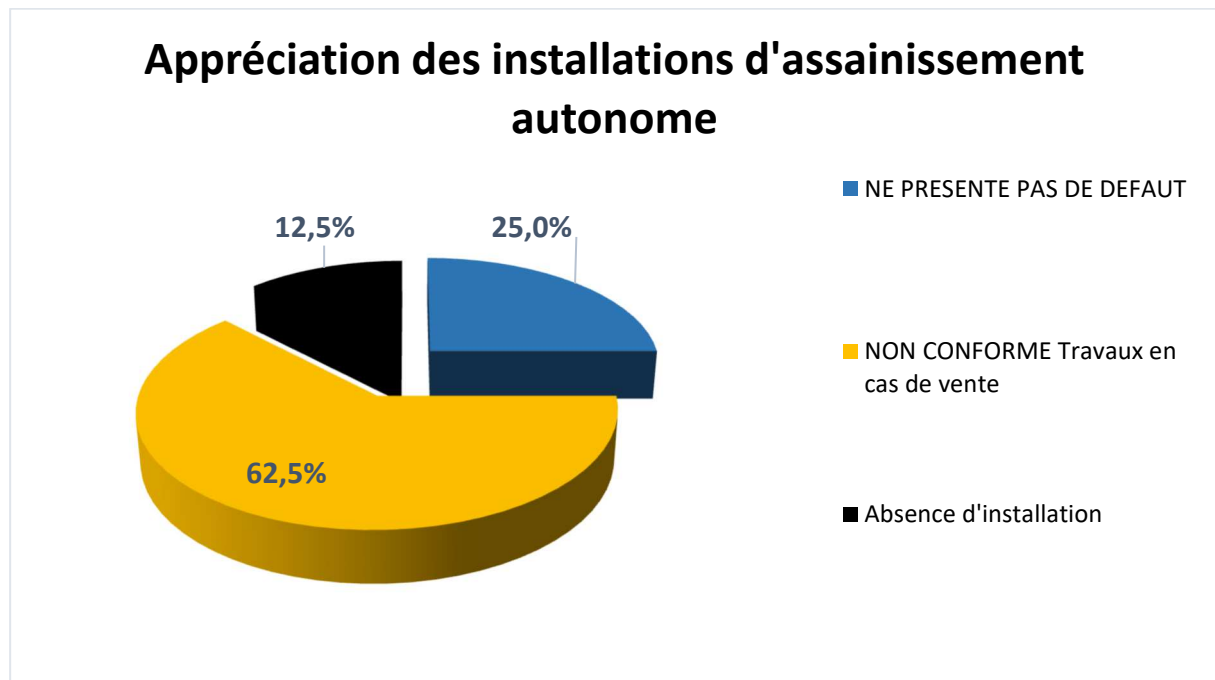
Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune en 2021
Nombre d'abonnés possédant un système d'assainissement non collectif	9
Nombre d'abonnement à un raccordement à un réseau d'assainissement collectif	320
Nombre de compteurs sans rejets d'eaux usées (Agricole, jardin, garage...)	9
Total	338
Visites faites	8
Maison non habitée (construction en cours ou inoccupée)	0
Nombre de rendez-vous reporté	0
Nombre de refus de visite ou d'avis de passage resté sans réponse	1
Total	9

Parmi les 9 habitations en assainissement autonome :

- 88 % des installations ont été contrôlées à ce jour.

#### 4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune :

Le graphique ci-dessous présente le bilan des installations d'assainissement autonome réalisées sur la commune.



- Deux (2) installations sont classées comme : « **Installation ne présentant pas de défaut** ». Elles concernent des particuliers qui ont du terrain pour épandre leurs eaux. En général, ces installations sont composées d'une fosse en prétraitement et d'un bac à graisse pour recevoir les eaux ménagères suivi d'un épandage fonctionnant correctement lors de la visite.
- Cinq (5) installations sont classées comme : « **Non-conforme sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements majeurs** ». Celles-ci ne prétraitent pas leurs eaux ménagères et/ou ne traitent pas leurs eaux en sortie de fosse. Ces installations présentent peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement.
- Une (1) installation n'a aucun système d'assainissement : « **Absence d'installation** ».

#### 4.3.5 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Les terrains de la commune sont composés de terres argileuses peu adaptées à l'infiltration des eaux issus des procédés d'assainissement autonomes. Il est donc préconisé sur ce type de sol l'installation de filières drainées tel que le filtre à sable vertical ou horizontal drainé.

Néanmoins, en fonction des épaisseurs de sol et des pentes des terrains, chaque filière d'assainissement autonome devra être adaptée à la parcelle. Une étude de sol à la parcelle est préconisée, en cas de nouvelle installation ou en rénovation.

## 5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

Les coûts des projets d'assainissement collectif sont indiqués hors frais annexes (Maîtrise d'œuvre, achat de parcelles, frais annexes de contrôle des travaux, études de sol...).

### 5.1 Nouveaux assainissements collectifs

#### 5.1.1 Etat des lieux de l'assainissement actuel

La commune de Bouzel est desservie par un réseau unitaire dans le bourg et par un réseau séparatif pour la partie nord de la commune. Ces deux réseaux sont connectés. Des travaux de mise en séparatif sont en cours.

#### 5.1.2 Etat des lieux de l'assainissement futur

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune. Le PLU-H de Billom Communauté encadre cette urbanisation.

Toutes les parcelles constructibles sont à proximité d'un réseau d'eaux usées à l'exception des parcelles ZD 301 et 308. Pour se connecter au réseau, les futures habitations qui verront le jour sur ces parcelles devront demander une servitude d'accès aux propriétaires des parcelles adjacentes. La municipalité ne souhaite pas accorder ce genre de servitudes car leur gestion est difficile. Ces futurs logements devront donc s'équiper de systèmes d'assainissement autonomes.

Un projet de lotissement est en cours de création. 6 habitations verront le jour, impasse du Foyer. Ce lotissement sera connecté au réseau de collecte des eaux usées.

#### 5.1.3 OAP Bouzel

Une OAP (orientation d'aménagement et de programmation) est prévu sur la commune. Le PLU-H indique que cette OAP sera composée d'une extension de l'école de la commune et de la création de 18 logements.

La municipalité indique que cette extension ne verra le jour car elle ne sera plus nécessaire. La commune est donc en attente d'un nouveau projet de lotissement pour cette OAP. Elle souhaite tout de même que cette zone relève de l'assainissement collectif. Le lotisseur qui proposera un projet devra donc prévoir de raccorder tous les futurs logements au réseau de collecte des eaux usées. Cette OAP possède des accès à la route de Chignat et la route de Vertaizon, routes équipées d'un réseau de collecte des eaux usées.

#### 5.1.4 Habitations le long de la voie ferrée

Une maison et une entreprise se situent le long de la voie ferrée et de l'autre côté de la départementale 10 par rapport au reste de la commune de Bouzel. Ces bâtiments étaient en zonage d'assainissement collectif sur le dernier plan de zonage de 2010. La maison possède un dispositif de traitement des eaux usées autonomes.

Malgré la présence de réseaux d'eaux usées sur la départemental, le raccordement de ces deux bâtiments serait difficile. Le réseau est de faible profondeur, les sorties des eaux usées de la maison sont à l'opposé de la départemental et il faudrait prévoir une traversée de la départemental.

Aux vu de ces difficultés, la Municipalité souhaite que la maison et l'entreprise relèvent de l'assainissement non collectif.

#### 5.1.5 Choix de la Municipalité

La Municipalité a décidé d'exclure les parcelles ZD 301 et 308 ainsi que la maison et l'entreprise situées de l'autre côté de la départementale D10 du zonage d'assainissement collectif. Si les propriétaires le souhaitent, ils pourront se raccorder au réseau d'assainissement collectif situé sur le bord opposé de la RD 10, à leur charge financière

La Municipalité a décidé d'inclure la zone OAP de Bouzel dans le zonage d'assainissement collectif.

## 6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement) :

### 6.1 Assainissement collectif

Le bourg de la commune possède un réseau relié à une station d'épuration. Ce secteur relèvera de l'assainissement collectif.

### 6.2 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et situées en dehors du Bourg relèveront de l'assainissement autonome.

Ainsi, la maison et l'entreprise, situées de l'autre côté de la D10, relèveront de l'assainissement non collectif.

Les parcelles ZD 200, 301 et 308, ZB 249, 255, 256, 257 et 258, ZA 71, 133 et 134, et C 174 à 177 relèveront de l'assainissement non collectif.



# ANNEXES

# Annexe 1

## Plan de zonage



## Annexe 2

### Ancien plan de zonage





---

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises  
Rue Richard Wagner  
BP 60030  
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38  
Email : [contact@semerap.fr](mailto:contact@semerap.fr)

